

Marxisme et environnement - plan d'exposé

Introduction

pourquoi parler de l'environnement

L'environnement occupe une place de plus en plus centrale dans toutes les discussions.

C'est normal : ce n'est plus une menace lointaine et hypothétique. Les conséquences actuelles de la crise climatique sont d'ores et déjà catastrophiques. Il faudrait vivre sur une autre planète pour ne pas être au courant.

- Canicules, incendies, inondations, tempêtes, etc. Ce ne sont plus des phénomènes exceptionnels – c'est devenu la norme : chaque été, nouveaux records de chaleur battus en France métropolitaine. Avec des conséquences dramatiques : d'après un rapport de Santé Publique France, entre 2014 et 2022, près de 33 000 décès, dont 23 000 personnes âgées de 75 ans et plus, sont attribuables à la chaleur pendant la période estivale.
- Rythme des « anomalies climatiques » s'accélère : tempêtes « tropicales » sur les côtes européennes, multiplication des ouragans aux Etats-Unis et les incendies dévastateurs à Los Angeles, le cyclone Chido à Mayotte (du jamais vu depuis près d'un siècle, a dévasté l'archipel)
- « Migrants climatiques » : 24,8 millions de personnes en 2019. Ex. les inondations au Pakistan en 2022 qui ont affecté 33 millions d'habitants et détruit 250 000 habitations ; mais aussi manque d'accès à l'eau (environ la moitié de la population mondiale subit une grave pénurie d'eau pendant au moins une partie de l'année), sécheresse, famine, etc., qui forcent des déplacements massifs de population

urgence

Perspectives très mauvaises qui font peser une menace encore plus lourde dans le futur

Tous les rapports scientifiques sont sans appel : il est nécessaire de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C ou 2°C (par rapport à la période préindustrielle) pour éviter une catastrophe. Et pour y arriver, il faut des mesures importantes et urgentes.

- Calculs des scientifiques du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) pour maintenir le réchauffement climatique à 1,5°C : réduire les émissions de GES de 48% d'ici 2030 par rapport à 2019 et de 100 % (neutralité carbone) d'ici 2050. En plus de ça, il faudrait des investissements massifs (reforestation notamment)

Ces estimations restent très spéculatives. Très difficile à calculer du fait des nombreux facteurs à prendre en compte. Peuvent être trop pessimistes, ou trop optimistes.

Mais ce qui est certain, c'est qu'on est très loin du compte.

- Entre 2014 et 2023, seuls 18 pays ont réussi à réduire leurs émissions de GES pendant toute cette durée. Mesures prises encore très insuffisantes
- La production mondiale de plastique continue de croître : +4,5% par an depuis 1990. Non seulement les micro-plastiques contaminent la planète entière, mais l'extraction et la production de plastique est extrêmement polluante.

Résultat ? +2,5°C si les mesures adoptées sont respectées ; 2,8°C si les politiques actuelles sont poursuivies ; et 4,4°C si les émissions reprennent fortement.

Déjà +1,1°C mesurés dans la décennie 2011-2020 par rapport à 1850-1900.

Si on poursuit sur cette trajectoire, les conséquences à long terme seraient catastrophiques :

- destruction des fonds marins (acidification des océans)
- de nombreuses villes côtières risquent d'être rayées de la carte, à cause de la montée des eaux. Élévation des océans de 2 à 6m d'ici à 2300 (si le réchauffement est limité à 2°C)
- phénomènes météo extrêmes de plus en plus réguliers : ouragans, sécheresses, canicules, épisodes de grand froid
- impact sur l'agriculture : rendement des plantations de maïs devrait diminuer de 24% d'ici la fin du siècle, selon les estimations récentes. Or, 1,6 milliard de personnes dépendent du maïs comme aliment de base.

Et c'est seulement ce qu'on peut prévoir pour le moment. Jusqu'à quelles conséquences de tels dérèglements pourraient aller ? Ici la science élabore de simples hypothèses. Seule l'expérience vivante pourrait nous montrer toutes les conséquences...

Autrement dit, à terme – mais pas à très long terme, quelques générations – c'est l'existence même de l'espèce humaine, telle qu'on la connaît, qui est en jeu.

Donc il est urgent d'agir !

- Pour se protéger des catastrophes climatiques (infrastructures contre les inondations, etc)
- Pour réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre, etc

mobilisations contre la crise climatique

Urgence de cette situation provoque des mobilisations de masse

La jeunesse joue un rôle de premier plan dans ces mobilisations. C'est normal : son avenir direct est en jeu. C'est un facteur important de radicalisation politique.

- Grèves pour le climat en 2018-2019, lancées par Greta Thunberg et qui ont mobilisé des millions de jeunes à travers le monde => avait donné le mouvement *Fridays For Future*
- Groupes politiques qui se développent : XR, Mouvement « Stop Oil » (militants se collent à des tableaux, lancent de la soupe) ; action directe

Mobilisation de masse à l'échelle mondiale. En effet, il faut une action mondiale pour mettre fin à une crise mondiale.

Mais problème de ces mobilisations est l'objectif : Se donnent pour objectif de « faire prendre conscience » du problème aux dirigeants pour qu'ils agissent.

Faire pression sur les gouvernements ?

manque de conscience ?

Problème : Les dirigeants des grandes puissances ont parfaitement conscience du problème.

On peut en penser ce qu'on veut, mais ne sont pas des imbéciles. Ils ont accès aux rapports détaillés des meilleurs scientifiques.

Pourtant : déjà COP30 => 30^e conférence regroupant des dizaines de pays. Se sont réunis presque trente fois pour aboutir à quel résultat ?

Ont signé des dizaines d'accords. Mais absolument aucun résultat concret à la hauteur de ce qui serait nécessaire. Accords très souvent en-dessous de ce qui est nécessaire, et en plus pas respectés.

Ex. accords de Paris laborieusement conclus en 2015 : devaient limiter les rejets de GES

- mais pas contraignant : pays pas obligés de fixer un objectif précis de réduction
- les engagements pris sont insuffisants par rapport à l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C
- Donald Trump a retiré les EU de l'accord : première économie mondiale et premier pollueur => autant dire que l'accord ne sert à rien

Nos dirigeants sont parfaitement conscients du problème. Pourquoi est-ce qu'ils ne le résolvent pas ?

manque de volonté politique ?

On entend parfois dire : « il manque une réelle volonté politique d'appliquer les mesures nécessaires ».

Les marxistes répondent : problème ne dépend pas de la bonne volonté des dirigeants, mais du système qu'ils dirigent.

Ce système : Capitalisme. Un seul objectif : maximiser les profits, quel que soit le coût pour la planète et les travailleurs.

Aujourd'hui, énorme concentration des moyens de production (usines, machines, équipements, etc) dans la main d'une poignée de riches patrons.

- Fortune 500 : top 500 entreprises mondiales selon le chiffre d'affaires. 41 700 milliards de \$ de revenus en 2024. Plus d'un tiers du PIB mondial !

Ces multinationales décident de ce qui est produit, et comment ; et l'immense majorité de la population subit. « On ne contrôle pas ce qu'on ne possède pas »

Or, sous le capitalisme, il n'y a pas de planification rationnelle de l'économie. Anarchie du marché. Soit-disant « main invisible » : pas une production rationnelle, selon les besoins réels ; à la place, chaque capitaliste déverse ses marchandises sur le marché, en espérant trouver preneur. Génère une énorme surproduction : si la marchandise ne trouve pas preneur, on la détruit ou la stocke.

Chaque entreprise est en compétition avec les autres : produire au coût le plus bas possible, pour gagner des parts de marché contre ses concurrents. Chaque entreprise est poussée à utiliser les matières premières les moins chères possibles (souvent polluantes... ex. plastique), à réduire au maximum les « coûts de production » (ex. plutôt que de recycler les déchets produits, qui est un processus long et coûteux, on jette les déchets), à contourner les réglementations environnementales (ex. Volkswagen et les tests anti-pollution truqués), etc.

Pas le problème de quelques patrons cupides. Pas une question morale. Les lois du capitalisme forcent toutes les entreprises à se battre pour des parts de marché, à faire le maximum de profit possible.

Bref : la production capitaliste est incompatible avec l'environnement !

Or, rôle des dirigeants : défendre le système ! Donc ils sont incapables de prendre les mesures qui s'imposent, car elles vont à l'encontre des intérêts du capitalisme.

*

L'autre problème : il faut une action mondiale concertée. Or, chaque gouvernement national défend les intérêts de sa bourgeoisie nationale. Au niveau mondial, les différents pays sont en compétition les uns avec les autres. Donc ils sont incapables d'une action commune efficace.

- Ex. article du Financial Times de 2023 : « *Comment la Chine a accaparé le marché des technologies propres* ». La Chine a développé un secteur de la « green tech ». On pourrait se dire « super, on va pouvoir mettre ces technologies en commun pour lutter contre le changement climatique ». Non – le FT explique : pose un problème de compétitivité pour les industries manufacturières occidentales. Solution : mesures protectionnistes contre la Chine, pour protéger les industries polluantes nationales.
- Face à la crise : « Chacun pour soi » – ex. pays riches qui envoient leurs déchets dans les pays pauvres. En 2021, la France a exporté 800 000 tonnes de déchets plastiques. Ces déchets finissent souvent brûlés ou dans des décharges à ciel ouvert. Logique court-termiste, car tentative d'exporter sa crise climatique. Mais c'est problème mondial => finit par revenir.

S'ils ne peuvent rien résoudre : pourquoi ils se réunissent dans des sommets annuels comme la COP ?

Ils se réunissent – en partie – sous la pression de l'opinion publique mondiale. Ils doivent faire preuve de quelque intérêt pour la question. Doivent donner l'impression de répondre aux préoccupations, face aux mouvements de masse qui se développent sur la question. Déclarent « l'état d'urgence climatique » ou autres paroles creuses, sans apporter la moindre réponse concrète.

- Déclarations de Macron sur « *L'écologie, combat du siècle* » : que du blabla. Face aux feux de forêt, pas assez de canadais malgré les promesses, mais fermeture de casernes de pompier à cause des coupes budgétaires. Loi Duplomb pour satisfaire les intérêts de l'agrobusiness en empoisonnant les agriculteurs et les consommateurs.

*

Dans ces grands sommets internationaux, de quoi discutent-ils ? Qu'est-ce qu'ils décident ?

De choses qui n'ont rien à voir avec l'environnement : la lutte pour des marchés.

Exemple COP28 : s'est tenue aux Emirats arabes unis (un des principaux pays producteurs de pétrole), sous la présidence du sultan Al Jaber, directeur général de la compagnie pétrolière Adnoc, qui a déclaré qu'il n'existait « *aucune donnée scientifique* » permettant de dire que l'élimination des combustibles fossiles permettrait de limiter le réchauffement climatique !

Farce ; ils se moquent de l'environnement

Sommet international qui sert à faire des affaires. Il a été révélé que l'entreprise Adnoc a profité de la COP pour s'entretenir avec des dirigeants de 15 pays pour conclure des contrats d'extraction de leurs ressources pétrolières et gazières.

*

On ne peut rien attendre de nos classes dirigeantes. Aucune confiance.

Quelle est, au fond, la philosophie réelle des classes dirigeantes vis-à-vis du futur de l'humanité ? Tient en quelques mots : « Après nous le déluge »

- Elles ne sont pas les premières victimes. Nourriture, soins, maisons, etc., de qualité. S'en sortent toujours.
- Et face à la crise, veulent faire payer les travailleurs !

Solutions individuelles : chacun doit faire sa part

La fiscalité verte

Dirigeants bourgeois utilisent la crise climatique comme prétexte pour faire passer l'austérité : via des mesures de « fiscalité verte », taxe carbone... – tout en continuant de donner des subventions aux grandes entreprises (y compris « subventions vertes » pour aider à la transition, etc)

Prétexte pour réintroduire la taxation indirecte (et non progressive). Rien à voir avec l'écologie : c'est un moyen d'imposer l'austérité aux travailleurs sans toucher aux profits des grandes entreprises.

On doit rejeter ça – comme on rejette l'idée que nous sommes « tous responsables ».

On doit adopter un point de vue de classe, sur cette question. Non, la masse des jeunes et des travailleurs n'est pas responsable.

- la moitié la plus pauvre de la population mondiale ne représente que 10% des émissions globales, contre 50% pour les 10% les plus riches
- les 1% plus riches rejettent 175 fois plus de GES que les 10% plus pauvres

Au contraire, elle subit la crise climatique de plein fouet.

=> on doit dire : on ne paiera pas pour leur crise

*

Objectifs de cette propagande ?

1) Idéologique : dédouaner les véritables responsables : classe dirigeante et son système.

2) Economique :

- a) Justifier de nouvelles taxes ;

- b) Faire plus d'argent. « Greenwashing » : produits « éthiques », « éco-responsables », dizaines de labels bio, etc. « business écolo » qui n'est accessible qu'aux couches les plus aisées de la population.

=> On doit dénoncer l'hypocrisie des classes dirigeantes : « comportements individuels », « petits gestes du quotidien », ... = approche libérale, individualiste

- bien sûr, on doit encourager le recyclage et le souci de l'environnement – ne pas jeter des bouteilles de plastique dans la nature.
- mais on doit souligner que ce n'est pas efficace car ces solutions ne s'attaquent pas à la racine du problème
- entretient l'idée fausse qu'on est tous responsables, à part égale

Comportements individuels

On entend souvent des choses comme : « Ah, les gens prennent trop leur voiture ». Rejette la faute sur des comportements individuels.

D'abord, quelques chiffres :

En France, contribution des transports aux émissions de gaz à effet de serre : 34 % (y compris avions, camions, etc.). Premier contributeur aux émissions de GES en 2023.

Voitures individuelles : à peu près la moitié. C'est principalement l'industrie qui est responsable du reste (transport de marchandises – poids lourds, véhicules utilitaires légers, fret...)

- À prendre en compte : une bonne part des voitures individuelles est pour la flotte d'entreprise. La moitié des achats de véhicules neufs est pour les entreprises.

Mais surtout, question : les travailleurs ont-ils choisi d'acheter une voiture polluante plutôt qu'une électrique ? Non ! Ils prennent ce qu'il y a de moins cher.

- Marché de l'occasion : 75,8% des achats de voitures particulières. Souvent des moteurs thermiques.

Et ont-ils le choix d'utiliser leur voiture ? La plupart, non ! Souvent ils détestent prendre leurs voitures. Embouteillages, coûte très cher (plus de 10% du budget des ménages).

Problème : transports publics insuffisants. Les usagers du RER parisien le savent bien.

=> Comportements conditionnés par le système. Pas d'autre choix.

Solution ? Développement massif de transports publics « propres ». Il faut développer un système de transports publics efficace, gratuit, écologique.

Problème : dans le système actuel, production pour le profit.

Investissements dans de meilleurs transports publics colossaux et pas assez rentables.

Or, les capitalistes n'investissent pas si ce n'est pas profitable.

- Ils préfèrent investir dans l'industrie de l'armement
 - l'armée américaine est l'institution qui pollue le plus dans le monde
- Ou alors ils laissent les richesses dormir dans les coffres de banque.

Et ce n'est pas les gouvernements qui vont investir : dette publique gigantesque. C'est l'austérité qui est à l'ODJ, pas des investissements.

C'est le fond du problème, qu'on retrouve à tous les niveaux.

Décroissance

Certains disent : « Non ! On doit décroître ». Idée populaire chez certains théoriciens ou politiciens à gauche, face à l'impasse actuelle. Le problème est que ça n'explique pas correctement la principale source de la crise climatique.

C'est logique que face à la crise actuelle, un certain nombre de jeunes se tournent vers ces idées. Voient la pollution, le gaspillage, etc, dans la manière de produire. C'est le problème de « la production » en général.

C'est la faute de la science et de la technologie, du progrès... mais pas du capitalisme !

Citation de théoriciens « décroissants » : (Serge Latouche et Vincent Cheynet) : « *Le réfrigérateur serait remplacé par une pièce froide, le voyage aux Antilles par une randonnée à vélo dans les Cévennes, l'aspirateur par le balai et la serpillière, l'alimentation carnée par une nourriture quasiment végétarienne, etc.* »

Quel modèle économique ? Capitaliste. Retour au capitalisme d'avant la révolution industrielle : il faut « *une économie de marché contrôlée évitant tout phénomène de concentration. [...] Tout artisan ou commerçant serait propriétaire de son outil de travail et ne pourrait pas posséder plus. Il serait nécessairement le seul décideur de son activité, en relation avec sa clientèle.* »

Ils n'ont pas compris que la concentration est inhérente au capitalisme...

Marx expliquait que la concentration du capital a deux faces :

- inégalités croissantes d'un côté
- mais de l'autre pose les bases matérielles d'une planification rationnelle de l'économie – laquelle est impossible sur la base de petites entités locales.

- très compliqué de développer, à l'échelle locale, tout ce dont on a besoin au-delà des besoins quotidiens ; car question d'efficacité et de ressources inégalement réparties – ex. comment faire si on a besoin d'avoir accès à un médecin spécialisé ? Besoin de développer des unités de médecine spécialisée où on concentre un haut niveau de technique.

En fait, décroissance sous le capitalisme (ou même juste zéro croissance) = austérité permanente. Totalement réactionnaire. On voit déjà les conséquences de l'austérité aujourd'hui.

*

Autre argument : « On a dépassé le seuil : la planète ne peut pas donner plus »...

Et donc il faut moins produire, voire même « être moins nombreux »...

Le problème n'est pas dans le manque de ressources, mais dans leur gaspillage par le marché. Si pas possible de vendre, alors poubelle.

- aujourd'hui, l'agriculture mondiale produit assez de calories pour nourrir 15 milliards d'humains, alors que seulement 8 milliards – pourtant des gens meurent de faim !
- aux Etats-Unis, 40 % de la nourriture produite n'est pas consommée

Engels : « *les limites de la production sont fixées par le nombre d'acheteurs potentiels plutôt que par le nombre de ventres affamés* »

*

Clair que certaines ressources sont finies : ex. les énergies fossiles – gaz, pétrole, charbon, etc. – seront bientôt épuisées.

Mais il n'est pas vrai que la transition nécessiterait de réduire la production.

Energies renouvelables en quantités pratiquement infinies : soleil, marées, vent, géothermie – et d'autres, sans doute. Energie nucléaire : sous le capitalisme, danger terrifiant. Mais « fusion » / Recherche.

On en revient là : il faut d'énormes investissements pour financer ça !

Donc oui, si on reste dans le cadre du capitalisme : impasse.

*

Clair qu'on pourrait se passer des 50 porte-avions militaires actuellement en service dans le monde... de la pub, du marketing aussi, et d'autres choses encore !

Mais on aurait besoin de plus d'hôpitaux, d'écoles, de logements, de vaccins, de médicaments, etc.

Pas sérieux de demander décroissance, quand dans certains pays, beaucoup de gens vivent déjà dans une grande pauvreté.

- Près de 10% de la population mondiale vit en situation de pauvreté extrême (moins de 2,15\$ par jour), et c'est 37% de la population d'Afrique subsaharienne, et 43% d'Afrique de l'Est et australe.

Evidemment, beaucoup de défenseurs de la théorie de la décroissance ne proposent pas de baisser le niveau de vie de tout le monde (sauf cas extrêmes). Ils vont mettre de l'avant la nécessité de réduire la consommation des pays riches et d'augmenter celle des pays pauvres.

- Mais même en France : le nombre de mineurs pauvres est en augmentation. 1 enfant sur 5 ne mange pas trois repas par jour ! (Dans la 7ème économie mondiale !)

Mais la question que ça pose : qui décide qui consomme moins ? Si on reste dans le modèle économique actuel, les classes dirigeantes vont faire payer les travailleurs, les jeunes, les retraités...

=> la question c'est pas moins produire en général, mais quoi produire, comment, et en quelle quantité ?

*

Sous le capitalisme, énorme gâchis des ressources.

- Absurdités dans la production – produits simples transportés sur trois continents pour jouer sur les différences de salaires
- Publicités, emballages inutiles : gaspillage.
- Obsolescence programmée : vendre plus de produits.

=> problème est la façon dont la production est organisée sous le capitalisme ; production pour les profits, pas pour les besoins

Le problème n'est pas « la croissance » mais « la croissance sous le capitalisme ». Pas une croissance dirigée pour remplir les besoins de l'humanité, mais la croissance pour remplir les poches des actionnaires, au prix de la destruction de l'environnement.

Développement massif des forces productives sous le capitalisme : ce n'est pas le problème. Le problème, c'est les rapports de propriété (expression juridique des rapports entre les classes – sous le capitalisme, la propriété privée des moyens de production) qui empêchent d'utiliser rationnellement ces forces productives

La solution socialiste

« changer de système, pas de climat »

Problème bien identifié : le système capitaliste. Il ne peut être réformé pour devenir respectueux de l'environnement. Pas de « capitalisme vert », car fonctionnement et logique du système sont incompatibles avec les besoins pour lutter contre la crise climatique.

Donc la solution découle logiquement : il faut s'attaquer à ce système économique.

*

Besoin d'une réorganisation complète des rapports sociaux, afin de pouvoir utiliser de manière rationnelle les énormes forces productives que le capitalisme a développées.

Càd : Expropriation des grands moyens de production, des grands leviers de l'économie et leur nationalisation sous le contrôle démocratique des travailleurs + Planification de l'économie à l'échelle mondiale

- On ne peut pas se contenter de planification écologique sans expropriation et nationalisation des grands leviers de l'économie (càd, sans abolition du capitalisme) – programme de la FI ; positif de parler de planification, mais abstrait si on ne contrôle pas les moyens de production ; or, on ne contrôle pas ce qu'on ne possède pas !

*

Sur cette base, on pourrait développer un plan de production rationnel, pour :

- Mettre fin immédiatement au gaspillage du marché capitaliste, éliminer graduellement, mais le plus rapidement possible, toute production polluante – ou le rapporter au minimum
- Réorienter la production là où nécessaire. « Transition écologique » peut se faire sans augmenter le chômage ou fermer des usines => réutiliser les technologies et techniques pour produire autre chose d'utile, reconvertir les travailleurs dans d'autres domaines, etc
- Augmenter la productivité. Produire autant, plus efficacement. Permettrait de réduire le temps de travail !

Énormes ressources qui existent déjà, et qui seraient mises à la disposition de la société, pour :

- Utiliser les ressources de manière rationnelle, et utiliser les technologies qui existent déjà (mais qui, aujourd'hui, ne sont pas utilisées car pas rentables pour les capitalistes). Mise en commun à l'échelle mondiale.
- Investir massivement dans la recherche scientifique, pour développer des solutions contre le changement climatique, et pour améliorer tous les aspects de la production

=> Développer les forces productives. Mais pas pour produire toujours plus. La croissance des forces productives ne visera pas une augmentation indéfinie de la quantité de biens, mais précisément l'amélioration indéfinie des processus de production eux-mêmes (les économies de temps, d'énergie et de ressources), ainsi que la qualité des produits finis.

les moyens d'y arriver : solution révolutionnaire

Comment en arriver là ?

Pas par l'activisme d'une petite minorité

- s'exposent à la répression car isolement
- démobilise car pousse à la passivité du reste de la population

Besoin du soulèvement de la majorité de la population – ceux qui produisent tout et qui subissent le plus les conséquences de la crise environnementale : la classe ouvrière

- Ceux qui font fonctionner la société doivent la gérer, dans leur intérêt
- Mobilisation de la jeunesse très positive => doit se lier avec le mouvement ouvrier, qui peut paralyser la société

Solution passera par la lutte des classes

- aspect positif : déjà certaines mobilisations qui lient lutte contre le changement climatique et lutte contre l'austérité / les gouvernements : ex. en Espagne, au moment des coulées de boue à Valence fin octobre 2024 : slogans contre la monarchie, contre le système
- reste à organiser cette colère autour d'un programme clair de revendications socialistes => ainsi qu'on pourra la diriger contre le système, jusqu'à son renversement

Besoin d'une révolution !

Seule une transformation socialiste de la société permettra de satisfaire les besoins de tous, en harmonie avec l'environnement. Ce changement est impossible sans prendre des mains d'une minorité parasitaire les moyens d'accomplir cette transformation. C'est pourquoi nous défendons un programme révolutionnaire, qui est la seule alternative pour mettre fin à la crise climatique.